



ELECTION DES 3 CONSEILS DE GRENOBLE INP 17 NOVEMBRE 2011

Vous êtes appelés à élire vos représentants aux 3 conseils de l'INPG le 17 novembre prochain : Conseil d'Administration (CA), Conseil Scientifique (CS) et Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU). Ces 3 conseils, réunis le 20 février prochain, éliront le nouvel administrateur général.

Nous voulons un véritable changement !

En 2007, lors des dernières élections, l'INP venait d'adopter le statut de grand établissement, et une réorganisation profonde était en cours : réforme des écoles, création de la direction de la recherche...Etc. Sans contester la pertinence d'une réorganisation, nous dénoncions déjà à l'époque, le manque de concertation avec les personnels, les décisions arbitraires...etc. Nous écrivions :

Nous pensons qu'il est vain de réformer les statuts, les structures de l'établissement, sa gouvernance, ... si sa direction n'est pas consciente que la première richesse de l'INPG, ce sont ses personnels, et qu'il est essentiel de ne pas les démotiver!

- **Il est saisissant de constater à quel point cette phrase est plus jamais d'actualité !**

Ces 4 dernières années, les personnels se sont largement investis, dans de nombreux projets. Mais le constat est très clair : **les conditions de travail, le climat de l'établissement se sont largement dégradés.**

Réformes incessantes

Les projets, les restructurations se succèdent à un rythme effréné, toujours dans l'urgence, sans être toujours cohérents, et surtout sans tenir compte des charges de travail et parfois des responsabilités de chacun. L'épuisement est perceptible dans de nombreux services.

Cette montée de la souffrance au travail est aggravée par la politique des ressources humaines menée ces dernières années qui a conduit à **l'individualisation de la gestion des personnels**. En particulier, l'attribution de primes de résultats met les personnels en concurrence et dégrade les collectifs de travail.

Profonde dégradation de la démocratie interne et dialogue social en berne

L'administrateur général, élu malgré l'avis très majoritairement négatif du personnel, a pu faire avancer ses projets sans trop de difficultés, du fait de la composition des conseils du grand établissement, qui laissent peu de place aux élus du personnel.

Le Conseil d'Administration, qui devait être un organe stratégique, a très souvent été mis devant le fait accompli de décisions prises ailleurs (GIANT, projet IDEX...etc). Le Comité Technique, qui devrait être l'organe essentiel du dialogue social, n'a le plus souvent été consulté que par pure forme.

Cette véritable dérive autocratique de l'équipe présidentielle est d'autant plus grave que l'INP a accédé aux Responsabilités et Compétences Elargies (autonomie) en janvier 2010. De ce fait, nombre de décisions très importantes pour le personnel sont maintenant du ressort de l'établissement.

Plus que jamais, une présence syndicale forte est nécessaire dans les conseils pour défendre les intérêts des personnels, le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, et jouer le rôle de contre-pouvoir.

Le service public menacé

Cette élection a lieu dans un contexte où le service public est l'objet d'attaques incessantes du gouvernement.

- **La loi LRU** a rendu les universités autonomes et les met de fait en concurrence ; les conditions de travail varient de plus en plus d'un établissement à l'autre, remettant en cause de fait le statut de la fonction publique d'état. La politique de ressources humaines est maintenant décidée dans une large mesure par la direction de chaque établissement.
- **Le plan campus** permet de rénover nos bâtiments, d'en construire de nouveaux, mais au prix de leur privatisation à travers les partenariats public privé, au prix de l'externalisation prévisible d'un certain nombre de services, notamment dans le domaine patrimoine. Seuls 12 sites ont été retenus en France, les autres universités n'ont donc droit à rien...
- **Le grand emprunt et la politique d'excellence** (equipex, labex, idex...) permettent de financer des projets, mais au prix de l'exclusion du plus grand nombre. En effet, moins d'une dizaine de sites devraient être sélectionnés. Pire, même au sein des sites lauréats, seules les « thématiques d'excellence » seront concernées. Le gouvernement impose une « gouvernance forte et resserrée », qui aura pour effet de concentrer la gestion de sommes considérables entre les mains de quelques notables.

Ces projets consacrent la fin de l'égalité de traitement sur tout le territoire, ainsi qu'un véritable effondrement démocratique, puisque les représentants du personnel sont totalement exclus des nouvelles structures de gouvernance ! Par ailleurs, la politique d'excellence entrainera l'explosion de la précarité...

Politique de site, université de Grenoble, fondation ?

Plusieurs visions antagonistes de l'avenir de l'enseignement supérieur Grenoblois s'affrontent depuis quelques années.

La direction actuelle a défendu depuis le passage en grand établissement une politique de forte autonomie de l'établissement, qui s'est sensiblement éloigné de ses partenaires universitaires. De **nombreux points de blocage** sont apparus sur les dossiers interuniversitaires, comme par exemple la mise en place du collège doctoral unique.

Aujourd'hui, la direction défend la mise en place d'une fondation réunissant tous les établissements d'enseignement supérieur, privés ou publics, les organismes de recherche, dans le cadre de l>IDEX. Cette fondation, dont la gouvernance **exclut toute représentation du personnel et de la communauté scientifique**, piloterait toute la politique scientifique du site, de Valence à Annecy.

Par ailleurs, la direction souhaite également, au sein de cette fondation, la constitution d'un « **collège des écoles** », rapprochant fortement l'INP, l'IEP (Institut de Sciences politiques), et GEM (Grenoble Ecole de Management).

Pour notre part, nous tenons à réaffirmer fortement notre attachement au caractère universitaire de l'INP, partie intégrante du service PUBLIC de l'enseignement supérieur. La coopération avec les autres universités nous semble essentielle.

Celle-ci peut prendre différentes formes.

Quels que soient les choix qui seront faits, il est absolument essentiel que la démocratie soit au cœur des futures structures. Les personnels devront être associés à tous les niveaux aux processus qui y mèneront. Les restructurations importantes qui pourraient avoir lieu ne doivent en aucun cas se faire au détriment des personnels. Nous revendiquons une convergence des conditions de travail, et un alignement sur le plus favorable.

Rappel de nos revendications

Chaque fois que nous le pourrons, et comme nous l'avons fait depuis 4 ans, **nous favoriserons l'unité syndicale** pour faire aboutir nos revendications sur les dossiers clés.

Nous demandons un véritable dialogue social continu et soutenu, entre la direction et les partenaires sociaux, notamment avec le comité technique. Des négociations approfondies doivent avoir lieu en amont du Comité Technique sur tous les sujets importants. La communication interne vers les personnels doit être largement améliorée.

Précarité

- Application pleine et entière du **protocole de résorption de la précarité** dans la fonction publique, pour un large plan de titularisation (plus de 35% des BIATOS sont contractuels à l'INP aujourd'hui)
- Engagement d'une **négociation globale sur les conditions d'emploi des agents contractuels**. En particulier, révision des grilles de rémunération afin d'assurer à tous une progression salariale comparable aux titulaires, ce qui n'est pas le cas pour les plus basses catégories aujourd'hui
- Dans le cadre de l'évolution vers l'Université de Grenoble,
 - S'engager dès maintenant vers une harmonisation par le haut des rémunérations
 - Garantir une reprise intégrale de l'ancienneté acquise dans l'une des autres universités
- **Refus de tout licenciement.**

Primes

- **Maintien de primes équivalentes pour tous** les personnels IATOS, quel que soit leur statut (ITRF, A, Contractuels)
- En impulsant une mobilisation intersyndicale sans relâche, nous avons obtenu à l'arraché une **revalorisation des primes** pour une partie des agents en 2010 et 2011. Cela doit être poursuivi, pour tous les agents, pour atteindre le niveau préconisé par le ministère (coef 5 de l'IFTS et IAT) : il est anormal qu'un agent INP touche moins que son collègue de même grade de l'UJF ou du rectorat
- **Refus de l'individualisation** et des primes au mérite : s'il peut paraître légitime de récompenser l'investissement particulier de certains agents, nous constatons surtout les dégâts causés dans les services par cette politique de la carotte et du bâton : incompréhension, découragement, manque de solidarité...etc.

Recrutements

- **Créations d'emplois dans tous les corps**, pas seulement en catégorie A ; refus de l'externalisation croissante des services (ménage, patrimoine, informatique...), des partenariats public-privé...
- Large recours aux **concours internes**, afin de reconnaître les qualifications des agents expérimentés et sous-classés.

Action Sociale

- Nous avons enfin obtenu que l'INP revalorise sa subvention au CAESUG, inchangée pendant près de 6 ans, ce qui a permis de relancer des activités qui avaient dû être suspendues. Cela doit continuer et les liens avec le SCAS doivent être renforcés
- Les moyens du SCAS doivent être garantis ainsi que son fonctionnement démocratique afin de permettre une action sociale de qualité par et pour les personnels
- Enfin, nous souhaitons que soit concrétisé rapidement le projet de restauration sur le site Viallet, que nous soutenons depuis plusieurs années, inscrit dans le programme pluriannuel d'investissement depuis décembre 2010.

Nos candidats		
CA	CEVU	CS
Laurent TERRIER, CGT IE, LMGP	Pierre BERTHOLLET, FSU ADJENES, Ensimag	Laurent OTT, CGT T, GIPSA-Lab
Catherine ECHTOKIN, CGT IE, Esisar	Chahla DOMENGET, CGT ADJENES, IMEP	Elsa HOLLARD, CGT 2D, LIG
Françoise BELLE-PERAT, CGT 2D, Phelma		

Le 17 novembre,
VOTEZ et FAITES VOTER
pour les listes CGT, avec le soutien de la FSU
Accélérateur de progrès social !